

jours, une crise énergétique en raison de la conjoncture internationale, et nous serions alors en droit de profiter des avantages d'un tel accord au même titre que les autres parties.

Nous avons jugé bon d'inclure dans cet accord commercial les hydrocarbures et l'hydro-électricité. Dans ces domaines, nos ventes aux États-Unis sont importantes. Fait intéressant à noter, un député du parti libéral a insinué il y a quelques instants que nous étions le seul pays dans l'histoire à avoir conclu une telle entente. J'étais, quant à moi, sous l'impression que l'accord proposé était un accord bilatéral et que ce qui était bon pour l'un l'était aussi pour l'autre, que tout avantage que pourraient retirer les États-Unis en temps de pénurie d'énergie serait également à la portée des Canadiens si le marché nous donnait des problèmes.

On mentionne aussi assez souvent les paroles qui ont été prononcées en 1983. En 1983 avait lieu le congrès d'investiture du parti progressiste-conservateur. À l'époque, on a demandé aux candidats ce qu'ils pensaient du libre-échange. Le premier ministre (M. Mulroney), qui tentait à ce moment-là de se faire élire à la tête du parti, s'est déclaré contre le libre-échange. Si on lui posait aujourd'hui la même question, dans le même contexte, il répondrait la même chose. Ce que nous proposons ici, c'est une forme de régulation des échanges. C'est loin d'être du libre-échange.

À l'été 1985, j'ai eu le privilège de siéger au comité mixte spécial du Parlement qui réunissait, comme vous le savez, à la fois des députés et des sénateurs. Cet été-là, on nous avait confié deux tâches. On nous avait demandé de nous rendre dans les dix provinces du Canada et de tenir des audiences sur deux sujets. Nous devions d'une part étudier la proposition du président des États-Unis qui invitait le Canada à participer à l'initiative de défense stratégique et d'autre part découvrir ce que les Canadiens pensaient du libre-échange.

Au cours de nos déplacements, nous nous sommes vite aperçus que le libre-échange, à l'état pur, était hors de question. Nous possédons bien des choses auxquelles nous attachons de l'importance et de la valeur, que n'ont pas les Américains. Et nous ne voulons pas risquer de les perdre en négociant. Ce sont notamment nos programmes sociaux, notre culture, notre souveraineté et divers secteurs particulièrement vulnérables de notre industrie.

● (1650)

Nous avons donc recommandé au gouvernement, suite à nos audiences publiques à travers le Canada, de poursuivre cette initiative commerciale avec les États-Unis. Nous lui avons conseillé d'engager des pourparlers en vue de négociations devant aboutir à un accord de libre-échange véritable à certaines conditions. Si nous perdions certaines choses aux termes de ces négociations, il serait entendu qu'un tel accord ne serait pas conclu, mais plutôt une sorte d'échanges discrétionnaires.

C'est exactement ce que nous avons obtenu. Chercher à vouloir représenter cet Accord autrement c'est fausser la vérité. Le premier ministre a déclaré à l'époque, et il le répéterait encore aujourd'hui, que le libre-échange intégral est inconcevable pour notre pays. Je suis d'accord avec lui, et ce n'est pas ce que nous avons conclu.

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je n'en crois pas mes oreilles. Le député d'Esquimalt—Saanich (M. Crofton) a-t-il seulement lu le projet de loi? Il s'agit, c'est écrit noir sur blanc, d'une «Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis d'Amérique». C'est un accord de libre-échange. Si j'ai bien compris le député, le premier ministre (M. Mulroney) serait toujours contre le libre-échange. Je n'en reviens tout simplement pas, car il s'agit bel et bien d'un accord de libre-échange. Le gouvernement dit que c'est un accord de libre-échange et le premier ministre aussi. Il ne s'agit certainement pas d'un accord relatif à des échanges discrétionnaires. C'est un accord de libre-échange et le titre du projet de loi le proclame.

Je comprends pourquoi le député d'Esquimalt—Saanich essaie de prendre ses distances par rapport à l'Accord de libre-échange de son gouvernement en déclarant, comme il vient de le faire, qu'il est contre le libre-échange.

M. Crofton: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je saurais gré à la députée de prononcer correctement le nom de ma circonscription. Elle l'a écorché à maintes reprises.

Mme Copps: J'ai entendu le président appeler le représentant le député d'Esquimalt—Saanich. S'il n'est pas le député d'Esquimalt—Saanich, je suis certaine que le président peut corriger la nomenclature. Je prends sa mise au point au sérieux, mais j'aimerais que le député revienne à la question centrale.

Je viens d'entendre un Conservateur dire ici même qu'il est contre le libre-échange et que son premier ministre l'est aussi.

M. Crofton: Le libre-échange intégral.

Mme Copps: Le libre-échange intégral, oui, c'est exactement ce qu'il a dit.

M. Crofton: Suggérez-vous que c'est ça?

Mme Copps: C'est un accord de libre-échange. Le projet de loi C-130 s'intitule «Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis d'Amérique». C'est un accord de libre-échange, c'est écrit noir sur blanc.

M. Turner (Ottawa—Carleton): La liberté se paie.

Mme Copps: Je peux comprendre pourquoi le député d'Esquimalt—Saanich et le député d'Ottawa—Carleton (M. Turner) doivent prendre leurs distances, car cette politique est catastrophique pour leur gouvernement. Je suis également très heureuse de constater qu'un député conservateur, le député d'Esquimalt—Saanich, a enfin reconnu ce que nous disons depuis le début, à savoir que cet Accord ne créera aucun emploi. Je suis tout à fait d'accord avec lui, mais je me demande comment il peut concilier cela avec le rapport du ministère des Finances qui a été déposé par son propre gouvernement et selon lequel cet Accord de libre-échange va créer 250 000 emplois. Le député a reconnu lui-même dans cette enceinte qu'aucun emploi ne serait créé. Je ne pourrais être plus d'accord avec lui. En fait, cet Accord va nous coûter des emplois.